



CHAPITRE 92

CHAPTER 92

Loi concernant la ville d'Arthabaska, la municipalité du village de Princeville, la municipalité du village de Warwick, Les commissaires d'écoles pour la municipalité du village d'Arthabaskaville, Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Princeville et Les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Warwick

An Act respecting the town of Arthabaska, the municipality of the village of Princeville, the municipality of the village of Warwick, The school commissioners for the municipality of the village of Arthabaskaville, The school commissioners for the municipality of Princeville and The school commissioners for the municipality of the village of Warwick

[Sanctionnée le 22 février 1955]

[Assented to, the 22nd of February, 1955]

Préambule.

ATTENDU que la corporation de la ville d'Arthabaska a représenté qu'il est de l'intérêt de sa bonne administration que sa charte, la loi 3 Édouard VII, chapitre 70, soit modifiée de façon à lui accorder des pouvoirs additionnels, vu ses besoins particuliers;

Attendu que le conseil municipal de Princeville et le conseil municipal de Warwick ont représenté que le Code municipal ne suffit plus à leur bonne administration et qu'il y a lieu de l'amender en ce qui les concerne;

Attendu que les corporations susdites ont représenté que leurs revenus sont insuffisants pour rencontrer les exigences de leur administration, et qu'il est devenu nécessaire de les augmenter;

Attendu que Les commissaires d'écoles pour la municipalité du village d'Arthabaskaville, Les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Warwick et Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Princeville, toutes dans le comté d'Arthabaska, ont aussi représenté que leurs revenus sont insuffisants et qu'il est devenu nécessaire de les augmenter;

WHEREAS the corporation of the town of Arthabaska has represented that it is in the interest of its proper administration that its charter, the act 3 Edward VII, chapter 70, be amended so as to grant it additional powers in view of its special needs;

Whereas the municipal council of Princeville and the municipal council of Warwick have represented that the Municipal Code is no longer sufficient for their proper administration, and that it is expedient to amend the same in so far as they are concerned;

Whereas the aforesaid corporations have represented that their revenues are insufficient to meet the requirements of their administration and that it has become necessary to increase them;

Whereas The school commissioners for the municipality of the village of Arthabaskaville, The school commissioners for the municipality of the village of Warwick and The school commissioners for the municipality of Princeville, all in the county of Arthabaska, have also represented that their revenues are insufficient and that it has become necessary to increase such revenues;

Preamble

Attendu qu'il est à propos de faire droit à ces demandes;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Taxe de
vente au-
torisée.

1. Le conseil de la ville d'Arthabaska, le conseil municipal de Princeville et le conseil municipal de Warwick peuvent, par règlement, imposer et prélever à compter du 1er avril 1955, une taxe de vente n'excédant pas deux pour cent, de même nature, établie sur la même base, avec les mêmes effets et sujette aux mêmes exemptions, *mutatis mutandis*, que la taxe prélevée en vertu de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88, et ses amendements).

Percep-
tion.

Ladite taxe est prélevée et perçue en même temps, de la même manière, aux mêmes conditions et avec les mêmes sanctions que la taxe perçue en vertu des articles 4 et 5 dudit chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements.

Partage,
etc.

Le produit des susdites taxes sera ajouté à celui des taxes identiques prélevées et perçues dans la ville de Victoriaville, en vertu de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 80; le tout devant être partagé entre la ville de Victoriaville, la ville d'Arthabaska et les villages de Princeville et de Warwick, de la façon suivante, après déduction des frais de perception: Victoriaville retiendra dix dollars par personne par année, sa population étant fixée à seize mille âmes pour la période d'avril 1955 à juin 1955 inclusivement, et déterminée par la suite par le recensement fait chaque année par les autorités municipales de Victoriaville; le résidu sera versé à Warwick, Arthabaska et Princeville en parts égales.

Conven-
tions au-
torisées.

La ville de Victoriaville est autorisée à faire des conventions avec le ministre des finances de la Province pour la perception de la taxe de vente dont l'imposition est permise par la présente loi dans la ville d'Arthabaska, dans le village de Princeville et dans le village de Warwick; des montants reçus pour chaque mois par la ville de Victoriaville celle-ci retiendra un douzième du montant annuel auquel elle

Whereas it is expedient to grant such prayers;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The council of the town of Arthabaska, the municipal council of Princeville and the municipal council of Warwick may, by by-law, impose and levy from the 1st of April, 1955, a sales tax not exceeding two per cent, of the same kind, established on the same basis, with the same effects and subject to the same exemptions, *mutatis mutandis*, as the tax levied under the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88, and its amendments).

Sales tax
author-
ized.

The said tax shall be levied and collected at the same time, in the same manner, on the same conditions and with the same sanctions as the tax levied under sections 4 and 5 of the said chapter 88, of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments.

Collec-
tion.

The proceeds of the aforesaid taxes shall be added to the proceeds of the identical taxes levied and collected in the town of Victoriaville, under the act 1-2 Elizabeth II, chapter 80; the whole thereof to be shared between the town of Victoriaville, the town of Arthabaska and the villages of Princeville and Warwick, in the following manner, after deduction of the collection costs: Victoriaville shall retain ten dollars per person per annum, its population being fixed at sixteen thousands people for the period from April 1955 to June 1955 inclusive, and to be determined later on by the census taken in each year by the municipal authorities of Victoriaville; the remainder shall be remitted in equal shares to Warwick, Arthabaska and Princeville.

Sharing,
etc.

The town of Victoriaville is authorized to enter into agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of the sales tax the imposition of which is permitted by this act in the town of Arthabaska, in the village of Princeville and in the village of Warwick; from the amounts received in each month by the town of Victoriaville, the latter shall retain one twelfth of the annual

Agree-
ments
author-
ized.

a droit, en vertu du paragraphe précédent; pour assurer l'uniformité dans les revenus mensuels de la taxe, la ville de Victoriaville pourra faire les rajustements nécessaires dans le cours d'une année d'imposition, tel que définie au paragraphe suivant; pour les autres corporations le rajustement se fera à la fin de l'année.

Année
finan-
cière.

Pour les fins du paragraphe précédent, l'année commencera le premier juillet pour se terminer le 30 juin suivant; la période du 1er avril 1955 au 30 juillet 1955 sera considérée comme faisant partie d'une année séparée.

Partage.

Quant au partage entre la ville d'Arthabaska et les villages de Princeville et de Warwick, il se fera comme suit: si le résidu annuel à partager est de cinquante-quatre mille dollars ou plus il sera réparti en parts égales; si celui-ci est inférieur à cinquante-quatre mille dollars Warwick et Princeville obtiendront chacun trente-six pour cent et Arthabaska vingt-huit pour cent.

Autres
propor-
tions.

Il sera loisible, après le 1er avril 1957, à la corporation de la ville d'Arthabaska et aux corporations des villages de Warwick et de Princeville, de fixer entre elles d'autres proportions pour le partage du montant qui leur revient;

Présence
au recen-
sement.

Il sera loisible à l'une quelconque des corporations intéressées d'assister à ses frais, à la confection du recensement de la ville de Victoriaville et d'examiner cedit recensement; au cas de contestation concernant ce recensement, la décision du ministre des affaires municipales est définitive.

Taxe
d'éduca-
tion au-
torisée.

2. Les commissaires d'écoles pour la municipalité du village d'Arthabaskaville, Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Princeville et Les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Warwick, peuvent par résolution, imposer et prélever à compter du 1er avril 1955, une taxe spéciale n'excédant pas un pour cent, dite taxe d'éducation, de même nature, établie sur la même base, avec les mêmes effets et sujette aux mêmes exemptions, *mutatis mutandis*, que la taxe prélevée en vertu de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88, et ses amendements).

amount to which it is entitled, under the preceding paragraph; to ensure the uniformity in the monthly revenues from such tax, the town of Victoriaville may effectuate the necessary readjustments during a taxation year, as defined in the next paragraph; as to the other corporations the readjustment shall be effectuated at the end of such year.

For the purposes of the preceding paragraph, such year shall begin on the first of July and end on the following 30th of June; the period from the 1st of April, 1955 to the 30th of July, 1955 shall be regarded as being part of a distinct year.

Fiscal
year.

As to the sharing between the town of Arthabaska and the villages of Princeville and Warwick, it shall be made as follows: if the annual remainder to be shared is fifty-four thousand dollars or more it shall be apportioned in equal shares; if such remainder is less than fifty-four thousand dollars, Warwick and Princeville shall obtain thirty-six per cent each, and Arthabaska twenty-eight per cent.

Sharing.

After the 1st of April, 1957 the corporation of the town of Arthabaska and the corporations of the villages of Warwick and Princeville may agree to fix new proportions for the sharing of the amount that shall befall to them.

New
propor-
tions.

Any interested corporation whatsoever may, at its costs, witness the taking of the census of the town of Victoriaville and examine such census; in case of contestation respecting such census, the decision of the Minister of Municipal Affairs shall be final.

Witness-
ing cen-
sus.

2. The school commissioners for the municipality of the village of Arthabaskaville, The school commissioners for the municipality of Princeville and The school commissioners for the municipality of the village of Warwick may, by resolution, impose and levy from the 1st of April 1955, a special tax not exceeding one per cent, called education tax, of the same kind, established on the same basis, with the same effects and subject to the same exemptions, *mutatis mutandis*, as the tax levied under the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88, and its amendments).

Education
tax au-
thorized.

Territoire. Pour les fins de la présente loi, le territoire de La commission scolaire d'Arthabaska comprendra le même territoire que la ville d'Arthabaska, le territoire de La commission scolaire de Princeville comprendra le même territoire que le village de Princeville et le territoire de La commission scolaire de Warwick comprendra le même territoire que le village de Warwick.

Perception. Ladite taxe est prélevée et perçue en même temps, de la même manière, aux mêmes conditions et avec les mêmes sanctions que la taxe perçue en vertu des articles 4 et 5 dudit chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements.

Partage, etc. Le produit des susdites taxes sera ajouté à celui des taxes identiques prélevées et perçues par Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Victoriaville, en vertu de la loi 14-15 George VI, chapitre 120; le tout devant être partagé entre les commissions scolaires de la ville de Victoriaville, d'Arthabaska, de Princeville et de Warwick, de la façon suivante, après déduction des frais de perception: La commission scolaire de Victoriaville retiendra cinq dollars par personne par année, sa population étant fixée à seize mille âmes pour la période d'avril 1955 à juin 1955 inclusivement, et déterminée par la suite par le recensement fait chaque année par les autorités municipales de Victoriaville; le résidu sera versé aux commissions scolaires de Warwick, Arthabaska, Princeville en parts égales.

Conventions autorisées. Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Victoriaville sont autorisés à faire des conventions avec le ministre des finances de la province pour la perception de la taxe de vente dont l'imposition est permise par la présente loi dans le territoire de La commission scolaire d'Arthabaska, de Princeville et de Warwick; des montants reçus pour chaque mois par La commission scolaire de Victoriaville, celle-ci retiendra un douzième du montant annuel auquel elle a droit, en vertu du paragraphe précédent; pour assurer l'uniformité dans les revenus mensuels de la taxe, La commission scolaire de Victoriaville pourra faire les rajustements nécessaires dans le cours d'une année

For the purposes of this act, the territory of The school board of Arthabaska shall comprise the same territory as the town of Arthabaska, the territory of The school board of Princeville shall comprise the same territory as the village of Princeville and the territory of The school board of Warwick shall comprise the same territory as the village of Warwick.

The said tax shall be levied and collected at the same time, in the same manner, on the same conditions and with the same sanctions as the tax levied under sections 4 and 5 of the said chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments.

The proceeds of the aforesaid taxes shall be added to the proceeds of the identical taxes levied and collected by The school commissioners for the municipality of the town of Victoriaville, under the act 14-15 George VI, chapter 120; the whole thereof to be shared between The school commissioners of the town of Victoriaville, Arthabaska, Princeville and of Warwick, in the following manner, after deduction of the collection costs: The school board of Victoriaville shall retain five dollars per person per annum, its population being fixed at sixteen thousand people for the period from April 1955 to June 1955 inclusive, and to be determined later on by the census taken in each year by the municipal authorities of Victoriaville; the remainder shall be remitted in equal shares to the school boards of Warwick, Arthabaska and Princeville.

The school commissioners for the municipality of the town of Victoriaville are authorized to enter into agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of the sales tax the imposition of which is permitted by this act in the territory of the school boards of Arthabaska, Princeville and of Warwick; from the amounts received in each month by The school board of Victoriaville, the latter shall retain one twelfth of the annual amount to which it is entitled, under the preceding paragraph; to ensure the uniformity in the monthly revenues from such tax, The school board of Victoriaville may effectuate the necessary readjustment during a taxation year, as defined

d'imposition, tel que définie au paragraphe suivant; pour les autres commissions scolaires le rajustement se fera à la fin de l'année.

Année financière.

Pour les fins du paragraphe précédent, l'année commencera le premier juillet pour se terminer le 30 juin suivant; la période du 1er avril 1955 au 30 juillet 1955 sera considérée comme faisant partie d'une année séparée.

Partage.

Le partage entre les commissions scolaires d'Arthabaska, de Princeville et de Warwick se fera comme suit: si le résidu annuel à partager est de vingt-sept mille dollars ou plus il sera réparti en parts égales; si celui-ci est inférieur à vingt-sept mille dollars les commissions scolaires de Warwick et de Princeville obtiendront chacune trente-six pour cent et celle d'Arthabaska vingt-huit pour cent. Il sera loisible, après le 1er avril 1957, aux commissions scolaires d'Arthabaska, de Warwick et de Princeville, de fixer entre elles d'autres proportions pour le partage du montant qui leur revient.

in the next paragraph; as to the other school boards the readjustment shall be effectuated at the end of such year.

For the purposes of the preceding paragraph, such year shall begin on the first of July and end on the following 30th of June; the period from the 1st of April 1955 to the 30th of July 1955 shall be regarded as being part of a distinct year.

The sharing between the school commissioners of Arthabaska, Princeville and of Warwick shall be made as follows: if the annual remainder to be shared is twenty-seven thousand dollars or more it shall be apportioned in equal shares; if such remainder is less than twenty-seven thousand dollars the school boards of Warwick and Princeville shall obtain thirty-six per cent each and The school board of Arthabaska twenty-eight per cent. After the 1st of April, 1957, the school boards of Arthabaska, Warwick and Princeville may agree to fix new proportions for the sharing of the amount that shall befall to them.

Écoles dissidentes.

3. Les commissaires d'écoles pour la municipalité du village d'Arthabaskaville, Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Princeville et Les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Warwick partageront avec les syndicats des corporations scolaires dissidentes qui pourront être formées dans leurs territoires respectifs, le revenu net de telle taxe, au prorata du nombre d'enfants d'âge scolaire, de cinq ans révolus à seize ans révolus, habitant leurs territoires respectifs, tels que définis à l'article 2 de la présente loi.

Surintendant de l'instruction publique.

A défaut d'entente entre les parties pour établir la proportion, la décision du surintendant de l'instruction publique est définitive.

3. The school commissioners for the municipality of the village of Arthabaskaville, The school commissioners for the municipality of Princeville and The school commissioners for the municipality of the village of Warwick shall share with the trustees of the dissident school corporations that may be formed in their respective territories the net revenue of such tax, proportionately to the number of children of school age, from five years completed to sixteen years completed, residing, as stipulated in section 2 of this act, in their respective territories.

Failing agreement between the parties for establishing the proportion, the decision of the Superintendent of Education shall be final.

Dispositions applicables.

4. L'article 28 du chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements (Loi de l'impôt sur la vente en détail), est déclaré applicable à la taxe d'éducation imposée par les commissaires d'écoles en vertu de la présente loi, *mutatis mutandis*.

4. Section 28 of chapter 88 of the Revised Statutes, 1941, and its amendments (Retail Sales Tax Act), is declared applicable to the education tax imposed by the school commissioners under this act, *mutatis mutandis*.

Immeubles pour fins municipales, etc., à Arthabaska.

5. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, il est loisible à la

5. Notwithstanding any general or special law to the contrary, the corporation

Immeubles pour fins municipales, etc., in Arthabaska.

corporation de la ville d'Arthabaska, de construire, acquérir ou entretenir un immeuble ou des immeubles devant servir en totalité ou en partie à des fins municipales ou pour loger des industries et dont le coût total ne devra pas excéder soixante-quinze mille dollars, subordonné à l'approbation de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales.

Location
ou vente.

Le conseil municipal est autorisé à louer ou à vendre lesdits immeubles ou immeuble aux conditions qu'il déterminera, pourvu que le prix de vente ne soit pas inférieur au coût desdits immeubles ou immeuble, sujet à l'approbation de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales.

Emprunt.

Pour les fins susdites, le conseil pourra emprunter une somme n'excédant pas soixante-quinze mille dollars, par règlement approuvé par le ministre des affaires municipales et par la Commission municipale de Québec et par les électeurs propriétaires, conformément aux dispositions de la loi concernant les règlements d'emprunt.

Appro-
bation.

Le règlement d'emprunt à ce sujet devra être soumis à l'approbation des électeurs comme un tout complet, et sans être mêlé à aucun autre règlement d'emprunt.

S.R.,
c. 233,
a. 64,
rempl.
pour la
ville.

6. L'article 64 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville d'Arthabaska, par le suivant :

Frais de
représen-
tation.

"64. Le conseil peut, sur simple résolution, affecter à même les fonds généraux de la ville, les sommes jugées utiles, nécessaires ou avantageuses, pour annoncer la ville, en faire connaître les avantages et défrayer les frais de représentation du maire et des échevins, pourvu que toutes les sommes ainsi affectées ne dépassent pas mille dollars annuellement."

S.R.,
c. 233,
a. 473,
am. pour
la ville.

7. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville d'Arthabaska, en ajoutant, après le paragraphe 10° de l'article 473, l'alinéa suivant :

Octrois.

"Le conseil peut, par résolution ou règlement, octroyer à même les fonds généraux de la ville, les sommes jugées

of the town of Arthabaska may, subject to the approval of the Quebec Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs, acquire, erect and maintain one or more immoveables to be used, wholly or in part, for municipal or industrial purposes, the total cost of which shall not exceed seventy-five thousand dollars.

The municipal council is authorized to sell or rent the said immovable or immoveables, upon such conditions as it shall determine, provided that the selling price is not less than the cost of the said immovable or immoveables, subject to the approval of the Quebec Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs.

Lease or
sale.

For the above purposes, the council may borrow a sum not exceeding seventy-five thousand dollars, by by-law approved by the Minister of Municipal Affairs and by the Quebec Municipal Commission and by the electors who are proprietors, in accordance with the provisions of the law respecting loan by-laws.

Loan.

Such loan by-law shall be submitted for the approval of the electors as separate entity and not in conjunction with any other loan by-law.

Approval

6. Section 64 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Arthabaska, by the following :

R.S.,
c. 233,
s. 64,
replaced
for town.

"64. The council, by a mere resolution, may appropriate, out of the general funds of the town, such amounts as are deemed useful, necessary or advantageous to advertise the town and make its advantages known, and to defray the entertainment expenses of the mayor and aldermen, provided that the total of the amounts so appropriated does not exceed one thousand dollars annually."

Entertainment
expenses.

7. The Cities and Towns Act is amended, for the town of Arthabaska, by adding, after paragraph 10 of section 473, the following paragraph :

R.S.,
c. 233,
s. 473,
am. for
town.

"The council may, by by-law or resolution, appropriate, out of the general funds of the town, such amounts as may

Grants.

utiles, nécessaires ou avantageuses pour aider les sociétés scientifiques, littéraires, patriotiques, sportives, récréatives, et autres organisations et œuvres locales sans but lucratif, pourvu que les octrois ainsi versés n'excèdent pas la somme de mille dollars annuellement."

be deemed useful, necessary or advantageous to assist scientific, literary, patriotic, sporting or recreational societies and other local non-profit organizations and works, provided that the sums so appropriated shall not exceed one thousand dollars annually."

Immeubles pour fins municipales, etc., à Princeville.

8. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, il est loisible à la corporation du village de Princeville de construire, acquérir ou entretenir un immeuble ou des immeubles devant servir en totalité ou en partie à des fins municipales ou pour loger des industries et dont le coût total ne devra pas excéder soixante-quinze mille dollars, subordonnement à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec, ainsi qu'à l'approbation du ministre des affaires municipales.

8. Notwithstanding any general or special law to the contrary, the corporation of the village of Princeville may, subject to the previous approval of the Quebec Municipal Commission, as well as to the approval of the Minister of Municipal Affairs, acquire, erect and maintain one or more immoveables to be used, wholly or in part, for municipal or industrial purposes, the total cost of which shall not exceed seventy-five thousand dollars.

Immoveables for municipal purposes, etc., in Princeville.

Location ou vente.

Le conseil municipal est autorisé à louer ou à vendre lesdits immeubles ou immeuble aux conditions qu'il déterminera, pourvu que le prix de vente ne soit pas inférieur au coût desdits immeubles ou immeuble, sujet à l'approbation de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales.

The municipal council is authorized to sell or rent the said immovable or immoveables, upon such conditions as it shall determine, provided that the selling price is not less than the cost of the said immovable or immoveables, subject to the approval of the Quebec Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs.

Lease or sale.

Emprunt.

Pour les fins susdites, le conseil pourra emprunter une somme n'excédant pas soixante-quinze mille dollars, par règlement approuvé par les électeurs propriétaires et par le ministre des affaires municipales, conformément aux dispositions de la loi concernant les règlements d'emprunt.

For the above purposes, the council may borrow a sum not exceeding seventy-five thousand dollars, by by-law approved by the electors who are proprietors and by the Minister of Municipal Affairs, in accordance with the provisions of the law respecting loan by-laws.

Loan.

Approbation.

Le règlement d'emprunt à ce sujet devra être soumis à l'approbation des électeurs comme un tout complet, et sans être mêlé à aucun autre règlement d'emprunt.

Such loan by-law shall be submitted for the approval of the electors as a separate entity, and not in conjunction with any other loan by-law.

Approval.

Immeubles pour fins municipales, etc., à Warwick.

9. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, il est loisible à la corporation du village de Warwick, de construire, acquérir ou entretenir un immeuble ou des immeubles devant servir en totalité ou en partie à des fins municipales ou pour loger des industries et dont le coût total ne devra pas excéder cent cinquante mille dollars, subordonnement à l'approbation de la Commission municipale de Québec.

9. Notwithstanding any general or special law to the contrary, the corporation of the village of Warwick may, subject to the approval of the Quebec Municipal Commission, acquire, erect and maintain one or more immoveables to be used, wholly or in part, for municipal or industrial purposes, the total cost of which shall not exceed one hundred and fifty thousand dollars.

Immoveables for municipal purposes, etc., in Warwick.

Location ou vente.

Le conseil est autorisé à louer ou à vendre lesdits immeubles ou immeuble

The council is authorized to sell or rent the said immovable or immoveables, upon

Lease or sale.

aux conditions qu'il déterminera, pourvu que le prix de vente ne soit pas inférieur au coût desdits immeubles ou immeuble, sujet à l'approbation de la Commission municipale de Québec.

Emprunt. Pour les fins susdites, le conseil pourra emprunter une somme n'excédant pas cent cinquante mille dollars, par règlement approuvé par la Commission municipale de Québec et par les électeurs propriétaires, conformément aux dispositions de la loi concernant les règlements d'emprunt.

Approbation. Le règlement d'emprunt à ce sujet devra être soumis à l'approbation des électeurs comme un tout complet, et sans être mêlé à aucun autre règlement d'emprunt.

Entrée en vigueur. **10.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

such conditions as it shall determine, provided that the selling price is not less than the cost of the said immoveable or immoveables, subject to the approval of the Quebec Municipal Commission.

For the above purposes, the council **Loan.** may borrow a sum not exceeding one hundred and fifty thousand dollars, by by-law approved by the Quebec Municipal Commission, and by the electors who are proprietors, in accordance with the provisions of the law respecting loan by-laws.

Such loan by-law shall be submitted **Approval.** for the approval of the electors as a separate entity, and not in conjunction with any other loan by-law.

10. This act shall come into force on **Coming into force.** the day of its sanction.